

Orléans , le 06/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HUTCHINSON**

Rue Gustave Nourry  
45120 CHALETTE SUR LOING

Références : VAT20220118

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2022 dans l'établissement HUTCHINSON implanté Rue Gustave Nourry 45120 CHALETTE SUR LOING . L'inspection a été annoncée le 01/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre du programme prévisionnel de contrôle (PPC) de l'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HUTCHINSON
- Rue Gustave Nourry 45120 CHALETTE SUR LOING
- Code AIOT dans GUN : 0010004249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site Hutchinson de Chalette-sur Loing exploite une installation de fabrication de produits en caoutchouc.

Le site se divise actuellement en cinq départements :

- département « Pneumatiques » : fabrication d'enveloppes pour deux roues et soufflets pour suspension ferroviaire,
- département « Etanchéité » : fabrication de joints de carrosserie,
- département « Caoutchouc Industriel » : fabrication de feuilles, de manchons d'isolation et de rondelles,
- département « Raccords » : fabrication de raccords haute pression et basse pression de refroidissement moteurs, conduites d'air d'alimentation moteurs, circuits hydrauliques...
- services centraux : préparations de mélanges caoutchouc et installation de chaufferie.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites non soldées de l'inspection du 16 février 2021 (sauf NC5)
- point 3 de l'APMD du 29 août 2018 relatif aux dépassements en DCO dans les rejets d'eaux usées
- Surveillance des rejets aqueux des eaux pluviales
- Surveillance des rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

| Nom du point de contrôle         | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Rejets des eaux pluviales        | Arrêté Préfectoral du 26/06/2019, article 5.1          | /                                                                                                          | Sans objet        |
| Installations électriques        | Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art 7.3.3.1. | /                                                                                                          | Sans objet        |
| Moyen de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art7.7.4.    | /                                                                                                          | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                | Référence réglementaire                              | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-----------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Rejets des eaux usées                   | Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art.4.3.9. | /                                                                                                          | Sans objet        |
| Etat des stocks de peroxyde organique   | Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art7.2.1.  | /                                                                                                          | Sans objet        |
| Bruit                                   | Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art 6.2.3. | /                                                                                                          | Sans objet        |
| Rétention                               | Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art 7.6.3. | /                                                                                                          | Sans objet        |
| Aménagement et organisation du stockage | Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 2.11   | /                                                                                                          | Sans objet        |
| Rejets atmosphériques                   | AP Complémentaire du 26/06/2019, article 4.2.        | /                                                                                                          | Sans objet        |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'activité est à l'origine d'importants rejets atmosphériques et aqueux. toutefois lors de la visite d'inspection aucun dépassement des valeurs limites d'émission n'a été constaté sur les rejets atmosphériques ni sur les rejets aqueux.

Les installations électriques doivent encore faire l'objet d'intervention pour lever tout risques d'incendie ou d'explosion.

Un point doit également être fait sur la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie notamment sur les débits des poteaux incendie n°12 et 23.

**2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Rejets aqueux (suites NC1 de l'inspection du 16/02/21)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art.4.3.9. et point 3 de l'**APMD** du 29/08/2018

**Thème(s) :** Risques chroniques, respect des valeurs limites d'émission du point 20

**Prescription contrôlée :**

Rejets dans une station d'épuration collective :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°20 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 43.5)

Débit de référence Moyen journalier : 600 m<sup>3</sup>

| Paramètres      | Concentration moyenne journalière (mg/l) | Flux moyen journalier (kg/jour) |
|-----------------|------------------------------------------|---------------------------------|
| MES             | 400                                      | 240                             |
| DCO             | 1000                                     | 600                             |
| DBO5            | 400                                      | 240                             |
| Azote total     | 50                                       | 30                              |
| Phosphore total | 10                                       | 6                               |

Pour rappel NC1 : La DCO des rejets d'eaux usées et industrielles est supérieure à la valeur limite admissible (1000 mg/L).

**Constats : CONFORME**

Depuis le mois de mai 2021, aucun dépassement des VLE n'est constaté pour les rejets des eaux usées (point de rejet n°20)

**Observations :**

Le suivi de la qualité des eaux usées est réalisé sur la base d'un prélèvement continu sur 24h, une fois par semaine. Les eaux usées rejoignent ensuite la station d'épuration des Près Blonds à Chalette-sur-Loing.

L'ensemble des résultats d'analyse ont été déclarés sur GIDAF.

Des dépassements sur le paramètre DCO étaient régulièrement constatés. Au vu des dépassements réguliers en DCO, une étude technico-économique a été prescrite à l'exploitant par arrêté préfectoral complémentaire du 16 juin 2021 afin de déterminer les causes de ces dépassements.

Cette étude a été transmise le 24 février 2022. D'après l'exploitant, ces dépassements seraient provoqués par les produits de nettoyage des sols et surtout les gels d'entringlage utilisés notamment dans le bâtiment 605.

Le changement de produit de nettoyage des sols et des tringles ont certainement permis de réduire la concentration en DCO des eaux usées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2019, article 5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, respect des valeurs limites d'émission des autres rejets

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions des articles 4.3.9.2 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les valeurs limites d'émission définies au présent article s'appliquent :

- aux points de rejets internes n° 14, 17, 19, 21 et 22 définis à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 ;

- aux points de rejets vers le milieu naturel n° 1, 3, 5, 7, 9, 10, 11, 12 et 13 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012.

Paramètres Valeurs limites de rejets (en mg/L sauf pH)

|                                |                  |
|--------------------------------|------------------|
| pH                             | Entre 5,5 et 8,5 |
| Matières en suspension totales | 100              |
| DCO                            | 300              |
| DBO                            | 100              |
| Hydrocarbures totaux           | 5                |

**Constats : NON CONFORME**

Les eaux de pluies collectées dans la rétention nord (plateforme d'entreposage des déchets) ne sont pas analysées avant vidange.

**Observations :**

Par sondage , l'inspection a vérifié les résultats d'analyse de janvier 2021 des points de rejet des eaux pluviales n°1, 3, 5, 14, 19 et 22 réalisés par le laboratoire EUROFINS.

Aucun dépassement des VLE n'est constaté sur les rejets d'eaux pluviales identifiés ci dessus, mais l'inspection a constaté lors de la visite que les eaux pluviales collectée dans la rétention nord (plateforme d'entreposage des déchets) était vidangée sans analyse préalable dans le réseau communal.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques (suites NC3 de l'inspection du 16/02/21)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art 7.3.3.1.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement, Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.<br><br>Pour rappel NC3 : Les installations électriques sont non conformes. L'exploitant doit disposer d'un outil de suivi des contrôles réglementaires permettant d'accéder aisément et rapidement aux actions correctives engagées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats : NON CONFORME</b><br>Certaines installations électriques de l'établissement présentent un risque d'incendie ou d'explosion notamment celles du bâtiment de préparation des mélanges.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Observations :</b> Le jour de la visite, l'inspection a vérifié que les installations qui n'étaient pas en bon état lors de la dernière inspection du 16/02/2021 (Q18 concluant à un risque d'incendie ou d'explosion) avaient fait l'objet d'une réparation. Le Q18 du bâtiment 905 du 26/7/2021 conclut que l'installation ne présente pas de risque d'incendie ou d'explosion.<br><br>Le Q18 du bâtiment 903 du 27/07/2021 conclut que l'installation présente un risque d'incendie du fait de la présence de poussière dans les armoires électriques. Toutefois l'exploitant a apporté les éléments attestant que les travaux de dépoussiérage ont été réalisés le 30/08/2021.<br><br>Le Q18 du bâtiment préparation des mélanges (701 à 703) conclut que l'installation peut engendrer un risque incendie ou d'explosion. Toutes les non-conformités relevées n'ont pas encore été corrigées.<br><br>Le Q18 des bâtiments 707, 708, 710 et 712 conclut que l'installation ne présente pas de risque d'incendie ou d'explosion.<br><br>En conclusion, si des interventions restent à réaliser, la situation globale s'est améliorée depuis la dernière visite. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**Nom du point de contrôle :** Etat des stocks de peroxyde organique (suites NC4 de l'inspection du 16/02/21)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art7.2.1.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks des peroxydes organiques à jour                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.<br>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.<br><br>Rappel NC4: L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks de peroxydes organiques présents à jour. |
| <b>Constats : CONFORME</b><br>L'exploitant a présenté l'inventaire des stocks de peroxydes présents le jour de la visite.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Observations :</b><br>L'inspection a vérifié que l'exploitant disposait désormais d'un état des stocks de peroxydes à jour, ce qui n'était pas le cas lors de la dernière inspection.<br>La responsable reçoit chaque soir un mail automatique du système de gestion de la production SAP qui lui donne la quantité de peroxydes en stock.<br>Le jour de la visite étaient présents sur le site : <ul style="list-style-type: none"><li>- 575 kg de peroxyde dans l'atelier de la préparation</li><li>- 325 kg de peroxyde dans le bâtiment de stockage</li><li>- 1950 kg de peroxyde</li></ul> Les peroxydes sont présents sous forme de granulés, conditionnés dans des sacs eux même dans des cartons.                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**Nom du point de contrôle : Bruit** (suites NC6 de l'inspection du 16/02/21)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art 6.2.3.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, respect des niveaux de bruits en zone à émergence réglementée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée (cf plan joint en annexe)<br><br>Pour rappel NC6 : Certains niveaux de bruits en limite de propriété excèdent les valeurs maximales fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et sont imputables au fonctionnement de certaines installations de l'établissement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats : CONFORME.</b><br>Les résultats d'analyse de bruit au niveau de la rue Curie (micro placés au n°2 et 22 de la rue Curie) ne montrent pas de dépassement des valeurs d'émergence réglementaire.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Observations :</b><br>L'inspection a vérifié que l'exploitant avait mis en oeuvre des dispositions correctives suite à la plainte d'un riverain situé rue Curie relative à des nuisance sonores.<br>Suite à la destruction d'un bâtiment, rue Curie, une zone d'entreposage de bennes avait été aménagée et générait des nuisances sonores. Depuis, la zone d'entreposage a été éloignée et des consignes données pour interdire la manipulation des bennes entre 22h et 7 h de matin.<br>Le revêtement de toute la zone a également été refait pour limiter les vibrations des engins transitant le long de la rue.<br><br>Une nouvelle analyse de bruit a été réalisée à la suite de ces aménagements. Les valeurs d'émergence obtenues sont de 1 dBA de jour comme de nuit. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |



**Nom du point de contrôle :** Rétention (suites NC8 de l'inspection du 16/02/21)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art 7.6.3.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions associées aux produits liquides                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,<br>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.<br><br>Pour rappel NC8: Dans le bâtiment 907, distance entre le haut des stockages de produits finis et les pieds de ferme inférieure à 1 mètre.                                                                                                                            |
| <b>Constats : CONFORME</b><br>Le jour de la visite l'inspection n'a pas constaté de produits liquides susceptibles de générer une pollution hors rétention.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Observations :</b><br>Le jour de la visite l'inspection a pu vérifier que le bassin de rétention qui récupère les eaux de la plateforme d'entreposage des déchets liquides et pâteux situé au nord du site est bien étanche et n'a pas de sortie de type trop plein.<br><br>Les eaux qui ruissellent sur la zone sont traitées par un séparateur à hydrocarbures installé en amont de la fosse béton. Cette rétention est vidangée par l'exploitant régulièrement dans le réseau communal via une pompe.<br>Toutefois aucune analyse d'eau n'est actuellement réalisée avant vidange de la rétention. Cet écart a été relevé dans le point 2. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**Nom du point de contrôle :** Moyen de lutte contre l'incendie (suites NC9 de l'inspection du 16/02/21)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2012, article Art7.7.4.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :<br>(...)<br>- de vingt-deux poteaux d'incendie et d'une borne incendie ;<br>(...)<br><br>Pour rappel NC9: Les débits mesurés sur les poteaux 23, 12 et 11 lors des essais simultanés sont non-conformes.                           |
| <b>Constats : NON CONFORME</b><br>L'exploitant n'est pas en mesure d'attester que les débits des poteaux n° 23, 12 et 11 sont suffisants lorsqu'il sont exploités simultanément.                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Observations :</b><br>L'exploitant avait l'intention de faire les tests avec les pompiers au cours de l'année 2021 mais les difficultés engendrées par la crise au COVID n'a pas permis de réaliser ces tests.<br>Le PI 23 est en amont du PI 12 et en bout de réseau. Le PI 11 est sur une boucle du réseau et ne sera donc pas influencé par l'utilisation des deux autres.<br>Un avis du SDIS est attendu sur ce point. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**Nom du point de contrôle :** Aménagement et organisation du stockage (suites NC8 de l'inspection du 16/02/21)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.11                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, organisation des stocks du bâtiment 907                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation de stockage est divisée en cellules de 5 000 m<sup>2</sup> au plus. Ces cellules sont isolées par des murs coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement. Les portes séparant les cellules sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique. Dans le cas d'installations existantes, les murs précités peuvent être remplacés par des murs séparatifs ordinaires ou par des rideaux d'eau. Si l'installation est équipée d'une part d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage et d'autre part, en partie haute, d'écrans de cantonnement aménagés pour permettre un désenfumage, la surface de chaque cellule peut être augmentée.</p> <p>Pour rappel NC8 : Dans le bâtiment 907, distance entre le haut des stockages de produits finis et les pieds de ferme inférieure à 1 mètre.</p> |
| <p><b>Constats :</b> CONFORME</p> <p>La toiture est située à plus de un mètre au dessus des stocks de pièces dans le bâtiment 907.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Observations :</b></p> <p>L'inspection a vérifié que la distance entre le haut des stocks entreposés et le pied de ferme inférieur de la toiture du bâtiment 907 était bien supérieur à 1 m (cf non conformité 8 de la dernier visite d'inspection). Lors de la visite l'inspection a constaté que l'exploitant n'entrepouse plus des produits ou marchandises sur le haut des racks et que la hauteur de vide est supérieure à un mètre.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/06/2019, article 4.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet atmosphérique de COV

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant apportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

• Conduit n°6 :

| Paramètres                                | Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup> |
|-------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| NOX en équivalent NO <sub>2</sub>         | 100                                               |
| Acide Fluorhydrique                       | 5                                                 |
| Poussières                                | 150*                                              |
| COV totaux                                | 20                                                |
| Chrome Total                              | 1                                                 |
| Cyanures                                  | 1                                                 |
| Acidité (exprimée en H <sup>+</sup> )     | 0,5                                               |
| Alcalinité (exprimée en OH <sup>-</sup> ) | 10                                                |

\* si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, cette valeur est ramenée à 100 mg/Nm<sup>3</sup>

• Conduit n°10

| Paramètres                                          | Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup> | Flux limite (g/h) |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|
| Composés organiques volatils non méthanique (COVNM) | 50                                                | /                 |
| Dichlorométhane                                     | 20                                                | 100               |

• Conduit n°11

| Paramètres                                           | Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup> |
|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Composés organiques volatils non méthanique (COVNM)  | 50 (1)                                            |
| Oxydes d'azote (NOX, en équivalent NO <sub>2</sub> ) | 100                                               |
| Méthane (CH <sub>4</sub> )                           | 50                                                |
| Monoxyde de carbone (CO)                             | 100                                               |

(1) si rendement épuratoire > 98 %. La VLE est ramenée à 20 mg/Nm<sup>3</sup> dans les autres cas.

• Conduit n°12 et 13

| Paramètres                                          | Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup> |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Composés organiques volatils non méthanique (COVNM) | 75                                                |

**Constats : CONFORME**

Pas de dépassement des VLE sur le conduit 10 du bâtiment 710 ;  
Pas de dépassement des VLE sur le conduit 6 (four Pyrolyse) ;  
Pas de dépassement des VLE sur le conduit 11 (Oxydateur thermique RTO) ;  
Pas de dépassement des VLE sur le conduit 12 (Ligne NKM silicone) ;  
Pas de dépassement des VLE sur le conduit 13 (local de stockage des solvants) ;

**Observations :**

L'exploitant a présenté les rapports d'analyse des rejets atmosphériques réalisés par la société Bureau Véritas :

- le 30 septembre 2021 concernant les rejets du bâtiment 710 (conduit 10);
- les 29 et 30 novembre 2021 concernant les rejets des conduits 6, 11, 12 et 13 .

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet